

MOURAD MEDELICI :

«L'État palestinien a désormais de grandes aptitudes à coopérer avec d'autres États»

Lors d'une conférence de presse conjointe tenue jeudi au siège du ministère des Affaires étrangères, le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, et son homologue palestinien, Riadh El Maliki se sont félicités de la convergence de vues et de positions politiques entre l'Algérie et la Palestine à propos des «événements émaillant la région arabe et le monde». Ainsi, les deux pays se sont dotés d'un cadre pour élargir les perspectives de leur «coopération privilégiée».

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le chef de la diplomatie palestinienne a indiqué que les deux parties ont convenu de poursuivre la coordination et la concertation à travers les ministères des Affaires étrangères par l'échange d'informations et de points de vue notamment, soulignant que la concertation politique ouvrira la voie au débat sur les possibilités de coopération dans bien d'autres domaines.

«Je saisis cette opportunité pour exprimer ma gratitude au gouvernement et au peuple algériens, au nom du gouvernement et du peuple palestiniens, pour leur aide, leur soutien et leur position de principe à l'égard de la Palestine», a déclaré le ministre palestinien.

Et à M. Medelci de préciser : «Nous avons conclu la création de commissions sectorielles qui auront pour mission de promouvoir la coopération bilatérale dans divers domaines, dont l'agriculture, le commerce et la culture.»

Dans ce contexte, M. Medelci a salué les progrès réalisés par les institutions palestiniennes et leurs aptitudes à coopérer avec les institutions d'autres États et aussi l'expérience de la Palestine dans les domaines de l'agriculture et de la formation. «Le ministre palestinien de l'Agriculture effectuera une visite en Algérie prochainement pour examiner les moyens à même de promouvoir la coopération bilatérale dans ce domaine», a-t-il annoncé,

«Les pays arabes vont subvenir à nos besoins si les Etats-Unis nous coupent les aides»

Par ailleurs, le ministre palestinien a évoqué les menaces du Congrès américain de couper les aides à l'Autorité palestinienne,

estimées à 770 millions de dollars par an. «En tout cas, les positions sont divergentes au sein du Congrès américain et les choses ne sont toujours pas tranchées.

Or, une telle perspective aura des répercussions négatives sur les projets de développement dans les territoires palestiniens», s'est-il inquiété, appelant les pays arabes à subvenir aux besoins de l'Autorité palestinienne au cas où les Américains lui couperaient les aides. «Nous nous dirigerons vers nos frères arabes, n'avons pas où aller demander des aides. Ils ne nous décevront pas.»

Dans ce sillage, M. Medelci a réitéré le «soutien indéfectible» de l'Algérie au peuple frère de la



Photo : Samir Sid

«L'histoire de mon audition par l'Assemblée française est de la fumisterie».

Palestine et rappelé que l'Algérie est membre de l'initiative arabe de paix qui est désormais une référence pour le règlement définitif du

conflit israélo-palestinien. Il a néanmoins insisté sur la nécessité de «mener à terme le processus de réconciliation entre Palestiniens,

RIADH EL MALIKI, MINISTRE PALESTINIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES :

«Sauvons El Qods avant qu'il ne soit trop tard»

A une question sur le travail accompli jusqu'ici par le comité El-Qods Acharif que préside le roi marocain et qui milite pour la sauvegarde des symboles de Jérusalem, le chef de la diplomatie palestinien a déploré le peu d'efforts déployés aux niveaux arabe et musulman et même les réactions internationales face à la judaïsation par Israël de la ville. Des réactions qui, à ses yeux, demeurent «en deçà du niveau requis et escompté». Il a appelé à des actions plus «fortes» et à des mesures «audacieuses et décisives» de la part de la communauté internationale, des pays arabes et musulmans en premier lieu. «Les Israéliens œuvrent à judaïser la ville sainte par l'occultation de ses symboles islamiques et chrétiens et le délogement du plus

grand nombre des habitants arabes musulmans et chrétiens d'ici à 2020. Le but étant d'instaurer une réalité nouvelle dans le cadre d'un plan baptisé «20-20». La gravité de la situation est telle qu'il est plus que nécessaire de tenir des sommets extraordinaires au niveau des pays arabes et musulmans. Il faut sauver El-Qods avant qu'il ne soit trop tard», a-t-il alerté. S'agissant de la demande d'admission de la Palestine à l'ONU en tant que membre à part entière, M. Al Maliki a assuré que les efforts se poursuivent plutôt sans relâche. «Le rapport du comité d'admission du Conseil de sécurité récapitulant les discussions à propos de notre demande a émis des réserves sur quatre points, à savoir le mouvement Hamas, les divisions entre Palestiniens, la sécu-

rité et les frontières. Or, nous œuvrons justement à achever le processus de réconciliation pour ne laisser aucun alibi justifiant le refus de notre demande. De même que nous attendons la fin du délai, fixé au 26 janvier prochain par le quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Union européenne, ONU et Russie, ndlr), pour relancer le dossier des frontières et de la sécurité. Le quartette a demandé aux deux parties israélienne et palestinienne de donner leurs approches sur ces deux points. Nous avons déjà présenté notre position mais les Israéliens n'ont rien formulé encore. Après expiration du délai, nous formulerons une position que nous devons coordonner avec les pays arabes pour définir la démarche à suivre», a-t-il indiqué. Par ailleurs, le

chose plutôt indispensable pour l'avenir de la cause palestinienne qui est aussi une cause algérienne». A ce sujet, Riadh El Maliki, tout en saluant la «position constante» de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne et son engagement financier au profit de l'Autorité palestinienne et de ses institutions, a fait état d'une évolution très positive vers l'unification de la famille palestinienne. «Notre action est, en ce sens, soutenue, véritable et sérieuse.

Un travail d'envergure a été mené pour l'unification des rangs palestiniens face aux dangers qui guettent notre cause et nous travaillons pour tourner rapidement cette page noire de l'histoire palestinienne. Les choses avancent bien dans le cadre des commissions installées dans ce sens.

Certaines commissions ont fait mieux que les autres. Ça pourrait prendre un peu de temps, mais en général, les choses évoluent dans le bon sens», a-t-il affirmé.

L. H.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU QUOTIDIEN D'ORAN :

«Il faudrait qu'on parle de l'UMA de manière constructive»

«Il nous semblait, à tort ou à raison, qu'après la chute du président Ben Ali et la chute du président Moubarak, il était plus facile de convaincre le colonel Kadhafi d'opérer un changement qui était devenu inévitable.» C'est l'appréciation faite par le gouvernement algérien de la crise libyenne avant la chute du «Guide» libyen. Dans un entretien accordé au confrère Le Quotidien d'Oran le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, s'est exprimé sur bien d'autres choses qui se déroulent dans la région.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Ce que l'Algérie voulait, souligne M. Medelci, ce n'est pas qu'il n'y ait pas de changement en Libye mais qu'il se fasse en préservant le plus de vies humaines, le plus de biens de l'Etat et des personnes. «Ça s'est fait autrement», regrette-t-il. Et d'ajouter : «Le plus important est que des institutions sont en train d'être mises en place, des institutions avec les-

quelles nous sommes en contact et nous le serons davantage dans les prochains mois parce que nous pensons que c'est un pays qui a besoin de notre aide, et qui plus est, un pays de voisinage, pour conduire cette phase de transition».

L'Algérie ne pense-t-elle pas que ce qui se passe dans le monde arabe relève du projet du Grand Moyen-Orient (GMO) initié par Washington ? Medelci ne mésestime pas ce qui se dit de cette initiative qu'est le GMO. «Les intérêts des Grands sont certainement plus présents dans les perspectives et les perspectives dans ces changements que les intérêts des petits. Le GMO procèderait à un redécoupage de cette zone d'influence parce qu'elle est à la fois stratégique économiquement, parce qu'elle a des énergies fantastiques et en même temps elle est politiquement sensible à cause du conflit du Moyen-Orient», a-t-il avancé, avant de faire valoir la volonté du changement des peuples de la région eux-mêmes. «Les justifications de cet éventuel projet, c'est d'aller vers la disloca-

tion de certains pays. On l'a vu avec le Soudan. Mais quand vous voyez ce qui se passe du côté des pays du Golfe, c'est un peu le mouvement inverse : ils sont en train de renforcer leur intégration. Ce qui est clair, c'est qu'il y a des mouvements qui viennent des pays eux-mêmes. Ce n'est pas seulement la volonté des autres parce que dans certains pays, les situations sont restées difficiles, et par sédimentation, par consolidation, ces pays ont fini par vouloir le changement à travers des actions politiques. Des actions relayées, accompagnées, orientées par des puissances de ce monde, peut-être, je ne l'exclus pas. Mais je ne veux pas créditer la thèse que tout ce qui se fait dans ces pays vient de l'extérieur», conclut le ministre. Et l'Algérie dans tout cela, est-elle coincée dans cet engrenage ? Non. Medelci voit les choses autrement : «Un pays coincé, ça peut suggérer un pays pris en otage. L'Algérie est le plus grand pays d'Afrique et il est difficile de coincer un pays qui a la dimension du territoire algérien.» La stabilité de l'Algérie,

insiste-t-il, est au bénéfice de toute la région. «Nous sommes un pays stable et qui essaie de maintenir sa stabilité. Et avec le Maroc, nous avons convenu de consolider nos relations, de laisser le problème du Sahara occidental à l'ONU», rassure-t-il, appelant à une relation bilatérale sereine. «Nous pourrions nous mettre autour d'une table pour parler sérieusement de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et au moment où on parle du GMO, il faudrait qu'on parle entre nous d'une manière constructive...», suggère-t-il. Il convient, enfin, de noter la réponse de M. Medelci à propos de son audition par l'Assemblée française au sujet des réformes du président Bouteflika : «L'histoire de l'audition, c'est de la fumisterie. Je peux vous dire aujourd'hui que c'est moi qui ai demandé à être reçu à l'Assemblée française. La communication sur l'Algérie ne se fait malheureusement pas très bien et je voulais que les responsables français apprennent directement de la bouche d'un responsable algérien le contenu des réformes.»

L. H.